



L'édito

Le nouveau monde selon MACRON

JO du 1er janvier 2021, ont été promu au grade d'officier de la légion d'honneur, F. OUDEA DG de la Société Générale, M. BERARD directrice réseau France de BNP, O. KLEIN DG de la BRED. Au grade de commandeur de l'ordre national du mérite B. ANGLES patron du CREDIT SUISSE en France.

Début janvier, on apprend que le groupe LAGARDERE a bénéficié d'un Prêt Garanti par l'Etat de 465 millions d'euros. Retour d'ascenseur immédiat, MACRON est à la une du JDD (propriété de LAGARDERE) du 2 janvier pour mettre en scène la « colère » du chef de l'état contre la lenteur de la campagne de vaccination...que MACRON organise lui-même.

Le 5 janvier, Agnès BUZYN a été nommée au sein du cabinet du DG de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour un salaire de 15 000€ net d'impôt par mois.

Le 12 janvier, des agents des Finances Publiques du Var manifestent à BESAGNE contre les suppressions d'emplois et le NRP.

Le 19 janvier, grève très suivie à EDF contre la privatisation/démantèlement du réseau.

Le 21 janvier, les personnels de la santé à nouveau dans l'action contre la politique de casse des hôpitaux publics que MACRON poursuit.

Vous avez dit nouveau monde ? ●

Contact: CGT Var Finances publiques,
20 place Noël Blache 83000 Toulon
Tel: 04.94.22.82.65
Mail: cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr
Site : www.financespubliques.cgt.fr/83/
Facebook: CGT Finances Publiques 83

En finir avec les mouvements sociaux ?

Les français sont des «gaulois réfractaires». C'est ce que l'on nous dit en permanence dès que l'on manifeste contre la fin de notre système de retraite ou les fermetures de services publics.

Comme cela ne suffit pas, le gouvernement vient de passer 3 décrets qui concernent **tous** les citoyens et leurs libertés. Il s'agit du fichage officiel des **opinions** politiques, philosophiques, religieuses, syndicales, mais pas seulement. Peuvent y être inscrites les données de santé, les comportements et habitudes de vie, les pratiques sportives et les activités sur les réseaux sociaux.

C'est notre cher DARMANIN qui a passé ces décrets en catimini, le 4 décembre sans débat démocratique.

Dans le même temps, il tente de faire passer un projet de loi dit de «Sécurité Globale» qui va permettre de collecter des informations sur les agissements de tout le monde par drones, caméras, mais aussi internet et réseaux sociaux.

Les journalistes sont également visés.

Les Polices Municipales et les sociétés privées de sécurité feront désormais partie du dispositif de sécurité de l'état, l'activité de surveillance drone relevant par exemple du privé!

Et toutes ces images, comme vos expressions sur les réseaux sociaux, pourront être conservées sur les fameux fichiers. Alors ne vous croyez pas à l'abri ! **Participez avec la CGT aux manifestations contre cette loi liberticide.**

Lisez vite «1984» d'Orwell qui décrit un monde où la liberté d'expression n'existe plus. Toutes les pensées sont minutieusement surveillées, et d'immenses affiches sont placardées dans les rues, indiquant à tous que « Big Brother vous regarde » .





Et pendant ce temps là « la fête des marchés continue ».....

Dans un article paru dans le « Nouvel obs » en Janvier 2021, on peut lire :

« La crise sanitaire qui se prolonge n'inquiète pas outre mesure les marchés financiers.... »

Et comme on les comprend !!!!

Car les chiffres de progression de la cotation en bourse au cours de l'année 2020 de certaines actions citées dans cet article sont éloquentes :



En France par exemple, Air liquide: + 25 %, Saint-Gobain: + 74 %, Vivendi : + 51 %, Total : + 13 %.

Et pour «le reste du monde, où la résilience des marchés est remarquable» (sic):

Tesla : + 720,05% (non, il n'y a pas de faute de frappe !!!!) -Dow Jones : + 6,02 % - Nasdaq : +41,75 % - Nikkei : + 18,27 % - Shanghai Composite : + 12,57 % et l'or, valeur refuge en hausse de 24,08 % en un an !!!!!

La conclusion de cet article : « la fête va se finirmais il est encore temps d'en profiter »

Les privés d'emploi, salariés subissant le chômage partiel, étudiants, bref tous ceux qui ont basculé dans la pauvreté en 2020, et qui viennent grossir les files d'attente de l'aide alimentaire apprécieront !!!!

Et pourtant, toutes les entreprises françaises citées ci-dessus, ou certaines de leurs filiales, ont annoncé des plans sociaux en 2020, plans sociaux parfois présentés, comme dans le cas de Total, comme des plans de départs « volontaires » (PDV) pour les salariés proches de la retraite. Pour la CGT Total, ce PDV est en réalité mis en œuvre pour baisser la masse salariale et « maintenir » la rémunération de ses actionnaires.....CQFD.

Petit rappel : plus de 100 milliards d'euros au titre du CICE ont été versés aux entreprises, et principalement aux grands groupes.

A ces 100 milliards se rajoutent les centaines de milliards d'euros offerts au capital financier par

l'«État providence» pour relancer l'économie....Envolés les dogmes des déficits budgétaires à 3 % ainsi que la barrière des dettes à 100 % du PIB quand il faut verser de l'argent aux grands groupes.

Par contre, les économies qui visent à supprimer des lits d'hôpitaux, à fermer les trésoreries, à diminuer l'assurance chômage continuent.

Et voilà que la petite musique du «comment va-t-on rembourser la dette?» se fait entendre. Car pour le gouvernement, le «**qui**» va rembourser la dette ne se pose pas: La solution du «travailler plus» évoquée par le ministre Bruno Lemaire repose essentiellement sur les salariés de ce pays:

- plans sociaux aboutissant à des suppressions d'emploi dans le privé,
- suppressions de postes dans la Fonction Publique,
- allongement de la durée du temps de travail,
- réforme des retraites qui repointe le bout de son nez...

Alors, selon vous et à la lecture des profits énumérés ci-dessus, est-ce encore aux salariés actuels et en devenir (les jeunes) de rembourser la dette?

Ou est-ce le moment de retrouver le chemin des luttes, comme les salariés d'EDF actuellement en grève contre le projet HERCULE (projet de privatisation de l'électricité et du gaz), les personnels de santé qui luttent contre la destruction de l'hôpital public (et oui, malgré les concerts de casseroles à 20 heures) ?

Pour la CGT Finances Publiques, la réponse est claire et c'est la raison pour laquelle elle a décidé d'appeler à la journée de grève interprofessionnelle du 4 Février prochain.

Car la Direction Générale, tout comme les entreprises du CAC 40, continue son plan de destruction de la DGFIP, qui se décline dans le var par la fermeture de sites, et la suppression de 39 postes en 2021.

**Avec la CGT Finances Publiques,
êtes-vous prêts à dire Stop ?**



COVID19, Télétravail, un changement profond de société ?

L'épidémie en cours a obligé les entreprises privées comme publiques à transformer en urgence l'organisation du travail. En vérité, l'ensemble des restructurations, plans sociaux et nouvelles formes de travail étaient déjà dans les tuyaux avant la pandémie.

Dans le précédent journal nous expliquions la vision du DDFiP du Var pour l'avenir: des agents sans bureau fixe, dotés de portable et partageant des espaces de co-working.

Dans les vœux publiés sur ULYSSE il persiste et signe : la pandémie... « a conduit à accélérer brutalement la mise en place de modes de fonctionnement alternatifs dont le télétravail est assurément et de façon durable, le support principal. C'est dans un cadre profondément remanié que vont désormais s'exercer les missions de tous. Le rapport quotidien au travail, le management du collectif comme l'environnement même du travail et la façon d'assurer ce service public qui nous est cher vont s'en trouver changés. »

Il ne s'agit donc pas d'un épiphénomène mais d'une transformation profonde du monde du travail qui est en route bien au-delà du COVID.

Si le télétravail peut servir à se protéger d'une épidémie, s'il peut également éviter à des collègues de trop longs et nombreux déplacements quand ils sont affectés loin de leur domicile, le télétravail à outrance pose des questions de fonds.

Quelle vie sociale aurons nous demain ?

Il faudrait travailler à distance, acheter à distance (Amazon etc.) faire toutes ses démarches administratives à distance, bref ne plus quitter son ordinateur.



Le COVID19 a accéléré la manœuvre mais au fond, c'est bien ce dont rêve ceux qui dégagent sans arrêt plus de profit au détriment du plus grand nombre.

Les tenants du tout numérique seraient les modernes, les autres des rétrogrades, sauf que le progrès technique n'a d'intérêt que s'il profite au progrès de l'humanité.

La jeunesse habituée au numérique est plongée dans une profonde détresse, en particulier les étudiants privés de fac, de vie sociale. Nombreux sont ceux qui dépriment et qui ne supportent plus cette situation.

Le télétravail, la numérisation à outrance et le tout internet cher à notre DDFiP, c'est un monde déshumanisé où ne compte plus que la productivité et le profit.

On n'en veut pas et on continuera à manifester contre ! ●

Une campagne indécente

Une vilaine musique se fait entendre régulièrement : avant la pandémie les retraités étaient présentés comme des privilégiés dans un contexte de chômage des jeunes notamment.

Comme s'ils étaient responsables de cette situation.

Au sortir de la période de confinement, des « experts » ont affirmé que l'arrêt des activités du pays avait été décidé pour « protéger les anciens », et qu'il fallait donc qu'ils acceptent de se sacrifier en retour. Pourtant, neuf personnes sur dix décédées depuis le début de la pandémie sont des retraités de plus de 65 ans.

Après les confinements, les fermetures des théâtres, cinémas, musées, salles de sports, les activités culturelles et physiques ont disparu.

L'absence de lien social aggrave les pathologies neurologiques, et autres.

Les pensions et retraites n'ont pas été augmentées en 2020.



Le rapport de Laurent Vachey, remis au gouvernement, préconise une augmentation de la CSG, l'augmentation des impôts par la réduction de moitié de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions de retraite et par la hausse de la CA-SA.

Trop c'est trop !

Après avoir travaillé, pendant des décennies, les retraités ont le droit de vivre en toute sérénité, l'argent est à chercher dans les poches des actionnaires qui ont fait des profits records ces deux dernières années pas dans celles des travailleurs en retraite. ●



Restructurations au 1^{er} janvier : du jamais vu en terme de désorganisation

On en a vécu des changements depuis ces dernières années mais jamais une restructuration à une telle échelle n'avait été menée avec une telle indifférence de la Direction confinant presque au j'men foutisme.

Que ce soit pour le SGC de ST Cyr et les travaux guignolesques ou pour les services transférés de Toulon vers LA SEYNE et HYERES: pas de pilote dans l'avion, les agents et les chefs de service ont été livrés à eux-mêmes, subissant le nouvel adage de la DDFiP : **démerdez-vous !**

On a vu des agents arriver sans bureau, sans ordinateur, sans personne pour installer et brancher. Des travaux à la va vite, à la limite de la malfaçon.

Quant à l'organisation des nouveaux services restructurés chacun fait comme il peut. Il est vrai que notre DDFiP n'avait qu'un but: **respecter coûte que coûte son calendrier NRP**. Aux agents les problèmes, au DDFiP les honneurs et les belles photos sur ULYSSE.

Notons aussi une grande autosatisfaction, il suffit de lire les vœux publiés le 18 décembre :
« Notre réseau se modernise profondément dès janvier avec la première tranche du NRP, permettant une professionnalisation et une rationalisation accrue de notre fonctionnement.
Nos outils s'améliorent continûment et progressivement. »

Si la situation n'était pas aussi grave, on serait mort de rire !
Agents des Finances vous pouvez constater quotidiennement l'amélioration de nos outils !
De plus, vous devriez être contents car grâce au DDFiP vous allez **enfin être professionnels et travailler de manière rationnelle !**

Incroyable, il casse tout et affirme que cela va mieux !
Soit le Directeur ne sait pas ce que les agents font au quotidien, soit il se moque de nous.
A l'image du gouvernement, l'heure est aux bonimenteurs...



Quant aux contribuables, c'est la même chanson : **démerdez-vous** (sur internet)!

En effet, dès ce mois de janvier le DDFiP a pour objectif de diminuer encore nos horaires d'ouverture au public pour aller vers les seuls RDV, en fait, le moins de contacts directs possibles.
Finalement l'administration, selon nos directeurs, s'adapte à un monde de confinement et de COVID puisque chacun vivra enfermé chez lui devant son ordinateur, contribuables comme agents.

Mais nous ne l'acceptons pas!

C'est la raison pour laquelle une centaine d'agents manifestaient devant la Direction ce 12 janvier contre les suppressions d'emplois et pour le maintien du service public y compris d'accueil

